

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°197014- 76ÈME ANNÉE

MAYOTTE, L'INTOLÉRABLE ABANDON DE LA POPULATION PAR LA FRANCE

Mayotte est si proche mais si loin de nous. Nous sommes plus au courant de ce qui se passe aux Etats-Unis qu'à 3 heures d'avion de chez nous.



Rappel historique

Mayotte est une île de l'archipel des Comores, situé au milieu du canal de Mozambique, entre l'Afrique et Madagascar. Elle a été marquée par l'histoire du monde maritime de l'Océan Indien, longtemps dépendante de la traditionnelle navigation saisonnière arabo-indienne, et de l'irruption de ses marges, africaines et malgaches, avant de passer petit à petit sous hégémonie européenne.

L'islam tolérant et structuré qu'elle a préservé indique un vieil héritage shirazien, apporté par des colons de la région d'Ormuz et du Hadramaout.

L'île de Mayotte (« *Mawutu* ») est mentionnée pour la première fois en 1490 sous la plume du navigateur arabe Ahmed Ibn Majid, signe d'une montée en importance au niveau commercial. Les Portugais entament des relations commerciales à partir de 1557, avec la visite de la flotte de Baltazar Lobo da Sousa.

Jusqu'à la fin du XVe siècle, l'île de Mayotte est morcelée en territoires indépendants commandés par des chefs, les "Fani". Ces derniers, hommes ou femmes (islamisés comme en témoignent les patronymes musulmans que la tradition leur attribue) constituent une aristocratie d'influence swahili et malgache héritière des siècles passés.

Venu d'Anjouan où le clan shirazi est établi depuis plusieurs générations, Attoumani ben Mohamed, par mariage avec la fille du puissant fani de Mtsamboro (Mwalimu Poro) fonde la première dynastie princière de l'île. De ce mariage naquit Jumbe Amina qui épousa le sultan d'Anjouan, Mohamed ben Hassan. Par ce mariage, le sultanat d'Anjouan, dominant déjà Mohéli, étendait son influence à Mayotte. De ce mariage naquit Aïssa ben Mohamed.

Celui-ci hérita, par sa mère Amina, du droit de régner sur le sultanat de Mayotte, qui dès lors affirma son indépendance vis-à-vis du sultanat d'Anjouan. La capitale fut alors transférée de Mtsamboro à Tsingoni (« Chingoni ») vers 1530. En 1538 était inaugurée la mosquée royale de Tsingoni, en partie conservée aujourd'hui. Ce sultanat, perpétuellement menacé par les projets d'annexion comoriens et malgaches, est reconnu jusqu'au début du XIXe siècle. C'est de cette époque que date l'établissement de l'islam sunnite chaféite et de l'islam chiite pratiqué à Mayotte.

À partir des années 1740, le sultanat de Mayotte subit les attaques répétées de son voisin anjouanais. La chronique du cadî Omar Aboubacar ignore pourtant cet aspect historique : cet auteur, « protégé » du sultan d'Anjouan Salim Ier, attribue davantage la ruine du sultanat aux razzias malgaches. Les sources historiques européennes signalent pourtant à plusieurs reprises ces incursions dont le principal enjeu est la capture d'esclaves qui sont ensuite vendus aux trafiquants négriers français. Parfois ceux-ci fournissent une aide précieuse lors de ces incursions et reçoivent comme salaire du sultan d'Anjouan des centaines de captifs.

Vers 1830, un chef de province militaire autonome de Madagascar, nommé par Radama Ier, roi des Hovas/Mérimas, s'assimilant au précédent roi décédé en 1828, vainc le roi des Sakalava, Tsy Levalou régnant à Iboina. Le roi déchu échappe à la haine des Hovas et d'une partie des siens, et s'enfuit de son trône avec sa cour et une fraction de son armée au-delà des rivages malgaches à Nosy Bé. Le sultan de Mahoré en guerre avec les îles voisines et souhaitant extirper la piraterie de ses rivages fait appel au service du souverain exilé, poursuivi et contraint de gagner sa vie en mercenaire.

Dès 1832, la souveraineté du sultan est restaurée sur l'île. Elle est enfin reconquise de haute lutte après trois longues années par le chef sakalave qui, séduit par la famille de son hôte, se convertit sous le nom Andrian Souly, il est plus tard nommé Andriantsoly après son mariage avec la fille du sultan et reçoit pour sa probité et sa loyauté une partie de l'île, puis hérite du sultanat.

Mais l'île au grand lagon ne cesse d'être l'objet des rivalités locales. En 1833, l'île est momentanément conquise par Mohéli, puis le 19 novembre 1835, le sultan d'Anjouan irrité par les nouveaux venus impose son arbitrage et en prend possession. En 1836, au terme d'épuisantes épreuves de force, le sultan de Mayotte obtient sa reconnaissance et l'indépendance de l'île. Le 25 avril 1841, sous le règne de Louis-Philippe Ier, le royaume de France achète Mayotte au sultan Andriantsoly, qui est menacé par les royaumes voisins et préfère voir les deux îles rattachées à la France.

De cette période découle la domination coloniale et ensuite le semblant de décolonisation de la France qui débouche au référendum illégal au sens du droit international de 1976 intégrant Mayotte à la France jusqu'à la départementalisation récente.

ELÉMENTS CLÉS

- L'île de Mayotte fait 376 Km² contre 2512 Km² pour la Réunion.
- Sa population est de 256 512 ha en 2017.
- Le taux de chômage est de 30% soit 22 500 personnes en 2019. Il est le plus fort des départements français. (Blason de Mayotte ci-contre)



L'île est le territoire français le plus dépourvu en termes de personnel médical, puisqu'on ne compte à Mayotte que 0,18 médecins pour 1 000 habitants, contre 2 en France (et 1,8 à la Réunion). On y trouve qu'un seul hôpital incapable de soigner tous les habitants justifiant un pont aérien permanent avec la Réunion.

Malgré l'ancienneté du rattachement de Mayotte à la France, l'implantation de l'Éducation Nationale est relativement récente : au début du XXe, on comptait à peine une cinquantaine d'écoliers, pour plus de 12 000 habitants, l'instruction primaire étant essentiellement dévolue aux madrassas, ce qui a considérablement retardé l'apprentissage du français dans l'île.

Les premiers collèges n'ont ouvert qu'après-guerre, et le premier lycée en 1980 (le second en 1998) ; les écoles maternelles apparaissent seulement dans les années 1990. D'autre part, certaines mutations récentes (irruption de la télévision puis des réseaux sociaux, maisons climatisées et donc fermées sur l'extérieur, insécurité...) ont beaucoup perturbé les modes d'éducation traditionnels, notamment l'éducation commune à l'échelle du village, refermant les enfants sur des cellules familiales souvent inadaptées¹⁷⁰.

L'analphabétisme est extrêmement important dans l'île. En 2000, il concernait encore 35 % des hommes et 40 % des femmes. Selon les données JDC de 2015, 50,9 % des jeunes seraient en situation d'illettrisme. 71 % de la population ne possède aucun diplôme. Le français est la seule langue utilisée en classe, même si la majorité des jeunes ne le connaissent pas à leur arrivée à l'école.



SITUATION AU BOUT DE 180 ANS DE DOMINATION FRANÇAISE

Ces éléments permettent de nous éclairer sur la situation actuelle à Mayotte dont le seul responsable est le colonisateur. Depuis 1841, la France a laissé Mayotte dans un état d'abandon. Et elle tente toujours d'y faire de l'intégration.

Les tensions de la société sont très grandes entre les différentes classes d'habitants de Mayotte et pendant ce temps comme à son habitude la France tente d'y appliquer des solutions parisiennes hors sol et niant l'histoire et la culture mahoraise, on y a même caché une ancienne ministre, sénatrice et maire. On parle aussi d'immigration alors que les populations des îles Comores et de la côte malgache sont historiquement liées et ont toujours eu beaucoup d'échanges entre elles.

Rien qu'à voir l'épisode sanglant qu'il y a eu lieu le 24 novembre à Dzoumogné. Des jeunes désœuvrés vivant de menu larcins s'en sont pris à des jeunes lycéens, ce qui a conduit à une véritable guerre urbaine ou seul l'envoi de l'armée a pu ramener le calme. Les correspondants affirment aussi qu'une partie des jeunes désœuvrés était issus des bangas, détruits sur ordre de la préfecture la semaine précédente, et laissés à l'abandon sans aucune forme d'accompagnement.

Le maintien de l'ordre par les forces armées nous ramène à un temps qu'on ne voulait plus connaître où les tirailleurs sénégalais étaient envoyés à la Réunion pour assurer le "*maintien de l'ordre*" pendant que le colonisateur fraudait les élections.

Donc en plus d'abandonner la population face à la crise sanitaire, et de laisser une grande majorité de la jeunesse dans l'errance, l'État n'est même pas capable d'assurer la sécurité publique. Et pendant ce temps-là, on pose la première pierre d'un hôtel Ibis à 50 m de la plage et 300 m de l'aéroport. Qu'il doit être bien le bon temps des colonies...

David Gauvin

GRÈVE NATIONALE MASSIVE EN INDE

Hier a eu lieu une journée nationale de grève massivement suivie dans toute l'Inde. Elle était appelée par l'ensemble des syndicats ouvriers nationaux (CITU, INTUC, AITUC, HMS, AIUTUC, TUCI, SEVA, AICCCTU, LPF et UTUC), à l'exception du BMS, proche du BJP du Premier Ministre Narendra Modi, ainsi que par de nombreuses organisations paysannes et soutenue par les partis communistes CPI et CPIM.

Malgré la forte répression et les attaques commises par des militants du BJP, qui ont notamment conduit à la destruction d'un local du PCI à Tripura (État du Nord-Est de l'Inde), ce sont plus de 250 millions de travailleuses et travailleurs qui ont participé à la grève dans tout le pays.



Le choix de la date de cette grève n'est pas dû au hasard: en effet, les Indiens célébraient hier le Constitution Day, qui commémore comme son nom l'indique l'adoption par l'Assemblée Constituante de la Constitution indienne le 26 novembre 1946, et cette journée est donc un fort symbole démocratique pour l'ensemble des Indiens.

Or, ils considèrent que la Constitution est actuellement flouée par de nombreuses réformes organisées par le gouvernement Modi et du BJP, qui profitent de la situation de crise due au COVID-19 pour détruire les conquises sociales dans les États qu'ils détiennent ainsi qu'au niveau fédéral.

Ainsi par exemple dans des États détenus par le BJP, la quasi-totalité des droits des travailleurs a été suspendue pour une durée de 3 ans, et ce dans l'objectif de « *stimuler l'économie* ».

Les paysans, qui ont également participé à cette journée nationale de grève sont quant à eux en lutte depuis septembre du fait de la mise en place par le gouvernement fédéral de trois réformes agricoles importantes, qui selon eux ne vont conduire qu'au fait d'être encore plus exploités demain qu'ils ne le sont aujourd'hui et mettent en danger la sécurité alimentaire du pays.

Pour toutes ces raisons, les travailleuses et travailleurs de toute l'Inde se sont donc mobilisés pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux. Voici les revendications nationales portées hier :

- la fin des lois anti-ouvriers et anti-paysans
- la fin des départs forcés à la retraite anticipée de fonctionnaires fédéraux
- une allocation de 7500 Rs/mois pour les familles non imposables
- Une ration alimentaire de 10kg/mois pour ceux étant dans le besoin
- la fin des privatisations
- la mise en place de pensions de retraites universelles

Au-delà de ces revendications portées par les ouvriers et les paysans, le CPI, dont les membres ont également participé à la grève nationale, dénonce une violation constante des droits humains par le gouvernement Modi et le BJP, notamment par la discrimination constante envers les Dalits (Intouchables), les travailleurs migrants et l'emprisonnement de journalistes, accusant ainsi le BJP de vouloir instaurer une dictature fasciste.

LE MASSACRE DES VISIONS VIVANTS

La crise COVID nous oblige à la réflexion. En l'espace de quelques mois, le confinement a remis en cause les sociétés de grande consommation. Le ciel est redevenu bleu avec la fin des usines polluantes. Finis les avions et les kilomètres d'embouteillages avec leur déversement de tonnes de gaz carbonique dans l'atmosphère. Comme quoi c'est possible !



Nous avons redécouvert le goût des aliments produits à proximité, nous avons (re)découvert la vie avec les membres de sa famille, comme quoi c'est possible aussi. Nous avons appris que notre temps libre pouvait être investi autrement que dans les rayons des magasins. Une rupture s'est installée entre la vie d'avant et d'après confinement. Une prise de conscience s'est opérée entre le nécessaire, l'essentiel et l'inutile.

L'extermination massive de plus de 20 millions de visons en Europe est encore un exemple qu'il faut en finir avec la société actuelle. En effet, ces tout petits animaux sont élevés puis abattus pour leur fourrure réputée dans le monde entier. Il ne s'agit pas là de quelques chiens accidentellement écrasés sur le bord du chemin ou servant d'appâts pour un requin, ce sont des millions d'animaux tués volontairement parce qu'ils sont suspectés de porter un coronavirus mutant. La domination et l'exploitation de la nature par l'espèce humaine est à son paroxysme.

Le Covid-19 a attiré l'attention sur les visons mais combien d'espèces sont ainsi exploitées et servent à autre chose qu'à nourrir l'Homme ? La destruction massive des visons et donc la fin probable des vêtements issus de la filière montre que l'on peut parfaitement vivre sans cela.

Comme on peut parfaitement vivre sans autant de déplacements, sans autant de consommation. On peut instruire à distance et mettre les enfants du monde entier sur un pied d'égalité. On peut construire une nouvelle société, plus respectueuse de la nature et des Hommes. Hier, les porcs, les poules, aujourd'hui les visons, demain, qu'est ce qu'il faudra exterminer ?

Julie Pontalba

CONFLIT SANGLANT DANS LA RÉGION DU TIGRÉ EN ETHIOPIE



Depuis le 4 novembre dernier, l'armée Éthiopienne intervient au Tigré, une région du nord du pays, frontalière de l'Érythrée. La raison invoquée est celle d'une volonté séparatiste de la part du Front de Libération des Peuples du Tigré (TPLF), quand ce dernier parle de son côté d'un changement institutionnel non acceptable de la part de gouvernement central.

L'Éthiopie est depuis 1991 un État fédéral, avec le renversement du régime de Mengistu Haile Mariam par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FRDPE), dont le TPLF était l'élément majoritaire jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed en 2018, où ils ont alors refusé d'intégrer le Parti de la prospérité fondé par ce dernier.

Or, c'est justement sur la question de la nature institutionnelle de l'État que proviennent les désaccords entre les deux parties. En effet, en août 2020 devaient se tenir des élections régionales, qui ont été reportées sine-die par le pouvoir central en raison de la pandémie de COVID-19. Le TPLF a refusé cet état de fait, estimant que cela n'était en réalité qu'un prétexte pour plus de centralisation de l'État, et donc la fin de l'autonomie des régions. Les représentants du TPLF estiment également avoir été injustement ciblés dans des enquêtes anti-corruption, tenus à l'écart des postes clés et accusés d'être responsables de tous les maux du pays.

Ils ont donc organisé les élections régionales en septembre malgré l'interdiction du pouvoir central, et le TPLF a été dès-lors considéré comme étant un mouvement séparatiste. En octobre, en représailles, le parlement Éthiopien annonça la baisse drastique des fonds fédéraux alloués à la région, puis vint rapidement l'escalade, qui aboutira au début de l'intervention armée du pouvoir central au Tigré, répondant à l'attaque de bases de l'armée fédérale dans la région que le TPLF dénonce comme étant inventée dans le but de justifier l'intervention armée.

Ce conflit, déjà dramatique par le fait même d'exister dans cette période de crise où la paix et la solidarité semblent plus que jamais nécessaires ne cesse de s'aggraver de jour en jour. En effet, ce sont déjà des milliers d'habitants qui ont dû quitter la région du fait de la guerre. Ils sont ainsi déjà près de 30.000 à avoir fui vers le Soudan, on se dirige donc vers une crise humanitaire sans précédent depuis au moins 20 ans dans la région.

De plus, ce conflit semble se régionaliser, étant donné qu'Asmara, capitale de l'Érythrée voisine a été ciblée par des tirs de roquettes les 15 et 22 novembre de soldats du TPLF, tandis que des réfugiés du Tigré affirment également avoir été ciblés par des tirs provenant d'Érythrée.

Le 20 novembre, les forces du TPLF ont également visé des cibles dans la région éthiopienne voisine de l'Amhara, sans heureusement faire de victimes ou de dégâts. Enfin, les Tigréens, peuple majoritaire du Tigré semblent aujourd'hui ciblés par l'État central. En effet, alors que l'État annonce vouloir démanteler les réseaux clandestins du TPLF, de nombreux Tigréens disent être menacés et fortement discriminés dans tout le pays, poussant ceux qui le peuvent à quitter l'Éthiopie pour les États voisins.

Mathieu Raffini

EDITO

LE PRÉSIDENT DE RÉGION A RÂTÉ SA SORTIE

L'Assemblée plénière du Conseil régional s'est tenu à distance, par visio-conférence. Ce seul fait aurait dû conduire le Président à la lucidité, la modestie et au rassemblement. Ce fut le contraire.



Le Covid-19 a paralysé l'économie du monde entier. Nous allons atteindre le chiffre de 1 500 000 morts.

La France pointe à 51 000. La Réunion est le pays le plus en retard parmi les pays de la zone.

Rien ne sera plus comme avant. Tous les pays occidentaux vont connaître une croissance négative.

Tout le monde court derrière un vaccin miracle, dont l'efficacité est rendue aléatoire avec la découverte d'un coronavirus mutant dans

les élevages de vison en Europe. L'abattage massif de 20 millions de vison avec des images parus en public a conduit à une crise politique au Danemark.

Pendant ce temps, la France hésite et prend des mesures contradictoires qui vont impacter les budgets des Régions.

Au lieu d'amener ses compatriotes à prendre conscience que la pandémie aura d'autres développements et qu'il faudra se préparer au pire, le Président de Région les invite à lire un pavé insipide et déconnecté de la réalité.

Aucun mot de compassion vis à vis des 35 morts et victimes du Covid en sol réunionnais. Aucun mot d'espoir pour les personnes au chômage alors que la région dispose de la compétence de coordonner l'activité économique.

Aucun mot d'encouragement pour nos compatriotes qui survivent avec les minimas sociaux et complètent leur besoin avec des colis alimentaires. Les gens qui souffrent et espèrent n'auront aucun espoir de voir leur situation changer.

En pareilles circonstances, il était juste de quitter les habitudes et de proposer une plateforme d'urgence, urgence climatique, sociale, sanitaire, économique. On aurait souhaité l'entendre sur les opportunités offertes par la création de la plus grande zone de libre échange économique à nos portes en Asie du Sud-Ouest.

C'est quand même grandiose puisque 15 pays l'ont signé, y compris des pays comme l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et la Chine. C'est la preuve que la réalité post-covid s'est imposée aux disputes entre ces pays. La zone de libre-échange lancée par l'Union Africaine verra aussi le jour.

Situé entre les 2 espaces dynamiques, nous n'aurons aucune raison de nous plaindre après.

Ary Yée Chong Tchi Kan



DIÉGO MARADONA MOR, FOOTBALL AN DÈYE !

Mézami, soir-la moin té apré suiv laktyalité é bann zoinalis té apré agass demoun avèk zot kovid-19, épi zot propagann makronik, zot plan dsi la komète, zot kozman prékuï dsi zafèr zot i métriz mèm pa é zot lété parti ankor in foi dann in gran diskissyon sanm pou moin i intéréss azot tousèl... épi-sa sé mwïn k'i di- toutt in bann sponsor souvan défoi i tir dsi bann fisèl pou fé dans azot konm manekin dann sirk.

Donk mwïn téi lèss lo télé koz son tousèl an pansan, pétète talèr nora pass in kékshoz i intéréss awïn plizoumoin. Toudinkou, mi wa in band passante é dsi lo bann passante in nouvèl in pé inkroiab... Mwïn téi koné Diégo Maradona l'avé sort lopital apré in l'opérasyonn dan la tête é téi anons galman son réedikasyon donk mwïn la pa fé pliss lo ka ké sa. Mé kan lo band passante la ropass in dézyèm kou moin la dréss dsi mon assoir : inkroiab mé vré, Diégo Maradona, lo gran footballèr tout demoun i koné té mor dann son péi i apèl l'Argentine, la lézann, lo zéni, lo éro popilèr.

Astèr mi rovoi dann mon tête band zimaz : kan li lé avèk bann dirizan progréssis, mèm révolisyonèr dann l'amérik di sid, kan li l'apré zoué ballon avèk bann demoun La Plata dann son péi, kan li lé apré antrène lo séléksyon son péi, kan lo pap i pran ali dann son bra. Mi antann osi bann zoinalis apré parl son bann z'adiksyon é toudinkou mi pans "la min Bondyé". Sa la éspass l'ané 1986 kan l'arzantine lété an guèr kont l'Anglètèr pou in bann zil i apèl Malouines.

Pandan la guèr-la la dispite la koup di mond é L'Argentine la kroiz avèk l'Anglètèr. Momandoné Maradona i pass in zouèr anglé, dé, trwa, kat épi lo gol i fons dsi li, li gingn éskivé épi li mark lo bit vinkèr... avèk la min selon déssèrtin, é li li réponn "*La Min bon dyé*" ; Lo bit la viktoir, lo bit l'amenn son péi pou ète shanpyon di mond...In pti konsolasyon pou son péi martizé, imilyé par l'armé Anglèz, mé in gran viktoir moral pou lo pèp son péi... Aprés sé lo jéni, sé la lézann, La mète ali konm méyèr zouèr dsi la tèr dann vintyèm syèk, mèm avan lo roi Pélé, lo gran Platini épi lé zot ankor. An touléka li lé koni dann la planète foot é mèm si li lé mor son lézann lé paré pou suiv ali.

Maradona mor, fout ball an dèye partou dsi la tèr.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433